

Lutte ouvrière - 22 Août 1972

أخبار

Éditorial

Maroc : le règne des assassins



(Ph. U.P.I.)

A PRES la conférence de presse au cours de laquelle le ministre marocain de l'intérieur, le Dr Benhima, a affirmé que le général Oufkir était l'instigateur de la dernière tentative d'assassinat du roi Hassan II, comme il avait été celui du putsch manqué de Skhirat, et que sa mort était due à un « suicide de félonie », et non à un « suicide de fidélité », beaucoup d'observateurs se sont gravement interrogés sur les raisons qui auraient pu amener un officier présenté jusque-là comme le féal d'entre les féaux, à conspirer contre la vie de son roi.

Ce qui s'est passé la semaine dernière au Maroc, aussi mélodramatique que paraisse le scénario, n'est pourtant pas, quant au fond, original. Le royaume chérifien n'est certes pas le premier Etat où l'armée essaye de s'emparer du pouvoir pour son propre compte, et il ne sera pas non plus le dernier.

En dépit du fait qu'il tolère plus ou moins l'existence de partis d'opposition, le régime de Hassan II est une dictature, incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des masses populaires, incapable même de transformer les structures semi-féodales du pays, dépourvu de toute base sociale large, et ne s'appuyant que sur son appareil de répression militaro-policière. Cette situation n'a malheureusement rien d'exceptionnel, puisque c'est au contraire le cas de la quasi-totalité des pays sous-développés.

T Et comme dans tous les pays de dictature où l'armée est le principal soutien du régime, l'armée marocaine, ou du moins une partie du corps des officiers, aspire à cesser d'être un instrument du pouvoir pour devenir le pouvoir lui-même. Ce n'est pas un processus nouveau, c'est celui-là même que Marx avait analysé dans « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte ».

Et ce n'est pas seulement la soif du pouvoir qui pousse les officiers marocains dans ce sens. C'est aussi la volonté de se garantir contre toute possibilité de changement de politique. Depuis l'indépendance, l'armée a accompli toutes les basses besognes de répression du régime. Elle en supporte la responsabilité, et elle ne peut accepter la possibilité d'être désavouée un jour par le régime qu'elle a servi, si celui-ci estime qu'une nouvelle politique est devenue nécessaire.

En 1965, en faisant enlever et vraisemblablement exécuter Ben Barka, Oufkir et son entourage avaient rendu impossible pour un temps toute ouverture du régime vers l'opposition. Mais à terme, ils n'avaient pas supprimé ce risque, et ils ne pouvaient le supprimer qu'en s'en prenant au pouvoir royal, qu'en tentant d'évincer Hassan II pour assumer eux-mêmes tous les pouvoirs.

Nous ne savons certes que bien peu de choses sur les événements qui viennent de se dérouler au Maroc. Comme lors du putsch de Skhirat, Oufkir était peut-être le principal responsable du mitraillage de l'avion du roi, ou il avait peut-être simplement laissé faire. Il s'est peut-être vraiment suicidé, ou on l'y a aidé, ce qui est bien plus vraisemblable. Mais la signification de ces événements n'en est pas moins parfaitement claire : ils constituent un nouvel épisode de la lutte engagée pour savoir qui, du sabre ou du sceptre, doit occuper le trône marocain.

Oufkir éliminé, le problème n'est d'ailleurs pas résolu pour autant. Chaque nouvelle purge au sein de l'armée ne peut qu'augmenter le mécontentement de celle-ci, que la rendre finalement un peu moins sûre pour le roi. Et la marge de manœuvre dont dispose le régime pour se donner une base populaire par une politique plus « libérale » est extrêmement faible étant donné ce qu'il est et ce qu'est le Maroc d'aujourd'hui ; une telle politique ne pouvant au mieux que reculer les échéances.

Hassan II vient de prendre personnellement le commandement de l'armée marocaine, supplantant le poste qui avait été jusque-là celui qu'occupait Oufkir. Mais le roi du Maroc ne saurait être l'armée à lui tout seul. Il lui faudra s'appuyer sur d'autres militaires. Et le fait que l'un des témoins qui aient aussi opportunément assisté au prétendu suicide de Oufkir ait été le colonel Dlimi, ancien bras droit de celui-ci à l'époque de l'affaire Ben Barka, montre assez que c'est le même type de personnel politique, et les mêmes méthodes, qui restent en place à Rabat.

En dépit de la « baraka » qui l'a suivi de Skhirat à Kenitra, et de l'élimination d'une partie des officiers qui voulaient sa disparition, Hassan II pourrait bien connaître, un jour prochain, le sort d'un Ben Bella, d'un Farouk ou d'un Fayçal, le sort de tous ces chefs d'Etat renversés par l'armée pour s'être trop appuyés sur elle.